

TIC-TAC HEBDO

Magazine du week-end — 7 juin 2026

L'hebdomadaire d'informations et d'actualités du groupe de presse TIC-TAC, basé à Goma, au Nord-Kivu.

PRIX 2500 Fc

- OICHA : UN ARRÊTÉ DE CRÉATION DE LA VILLE PUBLIÉ ALORS QU'UNE INCURSI...
- ADF : CARLY NZANZU KASIVITA PROPOSE LA CRÉATION DE FORCES LOCALES DE...
- MINEMBWE : DES CIVILS TUÉS ET BLESSÉS DANS UN BOMBARDEMENT À ILUNDU DENOCE L'AFC -M23

Groupe de Presse TIC-TAC 02, Avenue Bunia, Quartier Murara (derrière Instigo,) Goma, Nord-Kivu Tél. : +243 994 054 675 Email :stickrdc@gmail.com



SÉCURITÉ

MASISI : DE KINIGI À GOMA

BAHATI MUSANGA DÉFEND UNE GOUVERNANCE AXÉE SUR LA PROXIMITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT



ÉCONOMIE

GOMA : LES AUTORITÉS MULTIPLIENT LES MESURES POUR PROTÉGER LE POUVOIR D'ACHAT ET ORGANISER LE COMMERCE



NYIRAGONGO

LE PROJET SHAMBA LA AMANI POURSUIT SES ACTIONS EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE



POLITIQUE

BENI CONTINUE DE SAIGNER !



ÉDITORIAL

BENI NE PEUT PLUS ATTENDRE : LES URGENCES DU TERRAIN AVANT LES DISCOURS

Par Paulin Kibando Sengi

Alors que le pays poursuit ses re compositions institutionnelles,

L'Est de la République démocratique du Congo continue de vivre au rythme des armes, des deuils et des déplacements forcés. Beni, Oicha, Minembwe et tant d'autres localités rappellent chaque semaine que la paix n'est pas un slogan : c'est une exigence quotidienne.

Dans notre éditorial du numéro 010, nous affirmions que la sécurité, la santé et la paix constituent les véritables urgences du peuple congolais. La semaine écoulée confirme cette lecture : pendant que certains débats restent centrés sur les institutions, des familles entreprennent encore leurs morts.

À Oicha, la publication d'un arrêté de création de ville alors qu'une incursion des ADF est signalée interroge les priorités de l'action publique. Protéger les populations doit précéder toute célébration administrative. L'État ne peut pas paraître

absent là où la menace est la plus visible. Le député Carly Nzanu Kasivita propose la création de forces locales de défense : un cri d'alerte que les communautés ne veulent plus être les spectatrices de leur propre tragédie. Toute réponse institutionnelle doit être encadrée, disciplinée et respectueuse des droits fondamentaux.

À Minembwe, le bombardement d'Ilundu rappelle que la violence ne s'arrête pas aux frontières des cartes administratives. Partout, ce sont des enfants, des femmes et des hommes ordinaires qui paient le prix d'une insécurité chronique.

TIC-TAC HEBDO le répète avec constance : au-delà des faits, notre devoir est de donner sens aux souffrances du peuple et d'exiger des solutions concrètes.

Car aucune réforme, aucun décret ni promesse électorale ne saurait remplacer la paix retrouvée, la sécurité assurée et la dignité respectée.

MINEMBWE : DES CIVILS TUÉS ET BLESSÉS DANS UN BOMBARDEMENT À ILUNDU DENONCE L'AFC-M23

Le village d'Ilundu/Basita, dans la région de Minembwe, a été frappé le 7 juin 2026 par des bombardements attribués à la coalition FARDC-FDNB. Selon les informations recueillies sur place, plusieurs civils ont été touchés, parmi lesquels des femmes et des enfants. Des habitations ainsi que des infrastructures scolaires figurent également parmi les dégâts enregistrés.

Le bilan provisoire fait état de deux morts civils. Il s'agit de Prince Runezerwa Mahiyabo, âgé de 19 ans, décédé à son arrivée à l'hôpital général, ainsi que de Résor Kigeri Mazuru, mort sur le lieu du bombardement.

Plusieurs autres personnes ont été blessées. Parmi elles figurent Bajeneza Murontsi, élève de deuxième année primaire âgé de sept ans, atteint à la main, ainsi que Nzabakiza Osée, douze ans, grièvement touché à la gorge, aux mains et à une jambe. Des adultes ont également été atteints, notamment Nyasafari Chantal, Nyamahoro Nyankamirwa, Cubahiro Fataki et Tito Murengera. Une autre victime, dont l'état est jugé extrêmement préoccupant, n'a pas encore été formellement identifiée.

Selon des sources locales, deux salles de classe de l'école primaire d'Ilundu ont également été détruites au cours de



l'attaque, privant de nombreux enfants d'un cadre d'apprentissage déjà fragilisé par les conséquences du conflit. Les opérations de recherche se poursuivent dans des conditions difficiles. Plusieurs habitants restent portés disparus et les équipes de secours signalent que les survols répétés de drones compliquent régulièrement les interventions sur le terrain.

Ce nouvel épisode rappelle une fois de plus le lourd tribut payé par les populations civiles dans les zones affectées par les affrontements armés. Femmes, enfants et personnes âgées

continuent de subir les conséquences directes d'un conflit dont ils ne sont pourtant pas acteurs.

Face à cette situation, plusieurs voix appellent à l'ouverture d'enquêtes indépendantes afin d'établir les responsabilités et de garantir la protection des populations civiles conformément au droit international humanitaire.

La tragédie d'Ilundu vient s'ajouter à la longue liste des drames humains enregistrés dans les hauts plateaux de Minembwe, où les populations attendent avant tout la sécurité, la paix et le respect de leur dignité. **TIC TAC HEBDO**

BENI : LES MASSACRES RELANCENT LE DÉBAT SUR LA STRATÉGIE DE LUTTE CONTRE LES ADF



Alors que les populations du territoire de Beni continuent d'enterrer leurs morts, les récentes attaques attribuées aux rebelles ADF ont relancé le débat sur l'efficacité de la stratégie militaire actuellement mise en œuvre dans la région.

En l'espace de quelques jours seulement, plusieurs incursions meurtrières ont été signalées dans les localités de Ngadi, Mbau et Oïcha. Des dizaines de civils ont perdu la vie dans ces attaques qui viennent allonger la longue liste des victimes d'un conflit qui dure depuis plusieurs années.

Ces nouveaux massacres interviennent au moment où le député national élu de Beni Territoire, Carly Nzanu Kasivita, propose une réorientation de l'approche sécuritaire. Dans une lettre ouverte adressée à la Présidence de la République, l'ancien gouverneur du Nord-Kivu plaide notamment pour le recours à des mécanismes de défense locale encadrés par l'État et les FARDC ainsi que pour le renforcement des stratégies de guerre asymétrique.

Pour l'élu de Beni, les populations vivant dans les zones directement exposées aux attaques devraient être davantage associées aux mécanismes de prévention, d'alerte et de protection afin de renforcer l'efficacité de la lutte contre les groupes armés. Cette proposition relance cependant un débat plus profond au sein de l'opinion publique. Depuis plusieurs années, certains habitants du Grand Nord estiment que la guerre contre les ADF serait mieux menée si davantage de responsabilités étaient confiées aux ressortissants de la région.

Pourtant, les faits montrent que les fils du Grand Nord ont largement participé à la gestion des affaires publiques durant les deux dernières décennies. Avant l'instauration de l'état de siège, Julien Paluku Kahongya puis Carly Nzanu Kasivita se sont successivement retrouvés à la tête de la province du Nord-Kivu. Depuis l'arrivée au pouvoir du président Félix Antoine Tshisekedi,

plusieurs ministres et vice-ministres issus de cette région ont également occupé des fonctions importantes au sein des institutions nationales.

Même sous l'état de siège, l'actuel gouverneur militaire du Nord-Kivu, le général-major Somo Kakule, est lui aussi originaire du Grand Nord. Plusieurs notables de la région avaient également soutenu l'intervention de l'armée ougandaise dans le cadre des opérations conjointes contre les ADF.

Malgré cette forte représentation dans les institutions et les différentes stratégies successivement expérimentées, les massacres continuent malheureusement de se produire. Cette réalité pousse aujourd'hui de nombreux observateurs à considérer que le problème dépasse la simple question de l'origine géographique des dirigeants.

Pour eux, la véritable question concerne désormais l'efficacité des stratégies adoptées, la qualité du renseignement, la coordination des opérations militaires, la lutte contre l'impunité ainsi que l'identification des réseaux qui permettent encore aux groupes armés de poursuivre leurs activités.

Au-delà des débats politiques, une certitude demeure : les populations civiles continuent de payer le prix le plus lourd de cette guerre. À chaque nouvelle attaque, les familles endeuillées attendent non seulement des condamnations, mais surtout des solutions capables de mettre définitivement fin à l'insécurité qui frappe la région depuis de nombreuses années.

La proposition de Carly Nzanu aura au moins eu le mérite de replacer au centre du débat national une question fondamentale : après des années de guerre, faut-il poursuivre les mêmes stratégies ou oser explorer de nouvelles approches pour protéger durablement les populations du Grand Nord ?

Analyse – TIC-TAC HEBDO

CRISE AU SEIN DE L'AFDC-A ET CHANGEMENT DE LA CONSTITUTION : OTTO BAHIZI BRISE LE SILENCE



Depuis plusieurs semaines, des tensions internes secouent le regroupement politique AFDC-A, où une frange des parlementaires conteste désormais le leadership de Modeste Bahati Lukwebo. Ce dernier est notamment accusé par ses détracteurs de ne plus respecter certaines règles de fonctionnement de l'Union sacrée de la Nation, la plateforme politique soutenant le Président de la République Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Face aux nombreuses informations circulant sur les réseaux sociaux et aux communiqués annonçant notamment sa radiation du regroupement, Otto Bahizi, président du comité de crise de l'AFDC-A, a tenu à rétablir sa version des faits. Selon lui, aucune crise institutionnelle ne menace actuellement le regroupement politique et les documents diffusés sur les réseaux sociaux ne seraient qu'une tentative de déstabilisation orchestrée par des acteurs politiques en perte d'influence. « Nous sommes victimes d'une campagne de diabolisation et d'acharnement menée par des personnes en mal de positionnement politique. Leur objectif est de salir notre réputation et de créer la confusion au sein d'un regroupement qui demeure fidèle à la vision du Chef de l'État », a-t-il déclaré.

Otto Bahizi estime que les manœuvres observées ces derniers jours ne réussiront pas à fragiliser ce qu'il considère comme

l'une des principales forces politiques de la majorité présidentielle. Il affirme par ailleurs être convaincu que l'ancien président du regroupement, Modeste Bahati Lukwebo, serait derrière ces initiatives destinées à semer le trouble au sein de l'AFDC-A. « Je reste surpris qu'un homme d'État puisse tomber aussi bas. Mais malgré ces attaques, nous restons concentrés sur nos objectifs politiques et sur notre engagement aux côtés du Président de la République », a-t-il ajouté.

Le président du comité de crise annonce également qu'une importante sortie publique sera organisée dans les prochains jours avec les membres du comité dirigeant afin d'éclairer davantage l'opinion sur la situation interne du regroupement et sur les perspectives politiques à venir.

Révision constitutionnelle : Otto Bahizi favorable au débat

Interrogé sur la question sensible de la révision de la Constitution, Otto Bahizi estime qu'il n'existe aucun tabou autour de cette problématique.

Pour lui, la Constitution de la République démocratique du Congo prévoit elle-même les mécanismes permettant sa modification à travers la voie référendaire lorsque les circonstances l'exigent.

« La décision appartient au peuple congolais. La Constitution prévoit les modalités de son propre changement. Je ne suis pas favorable à la prolongation d'un quelconque mandat, mais je soutiens toutes les initiatives susceptibles de permettre aux Congolais de vivre dans la paix, la sécurité et la stabilité », a-t-il expliqué.

L'homme politique rejette également les inquiétudes exprimées par certains

opposants qui redoutent qu'un éventuel changement de la Constitution ne conduise à une balkanisation ou à une déstabilisation du pays.

Selon lui, la République démocratique du Congo restera une et indivisible quelles que soient les réformes institutionnelles qui pourraient être engagées dans le respect des procédures légales.

La sécurité au cœur des préoccupations

Abordant la situation sécuritaire dans l'Est du pays, Otto Bahizi estime que les difficultés actuelles trouvent leur origine dans les faiblesses structurelles qui ont longtemps affecté les forces de défense et de sécurité.

Il considère que le manque d'organisation et les dysfonctionnements observés pendant plusieurs années au sein de l'armée ont contribué à l'aggravation de l'insécurité, favorisant l'occupation de certaines parties du territoire national par des groupes armés ainsi que la poursuite des attaques des ADF dans plusieurs zones du Nord-Kivu.

Pour lui, la restauration durable de la paix passera nécessairement par des réformes profondes des institutions sécuritaires et par une meilleure gouvernance de l'appareil de défense.

Enfin, Otto Bahizi réaffirme que son engagement politique reste guidé avant tout par la vision portée par le Chef de l'État plutôt que par les intérêts individuels ou les ambitions personnelles.

« La vision est plus importante que le mandat », conclut-il.

Josué Bulonfu et Guellord Risasi

Pour le compte de TIC TAC HEBDO

OICHA : UN ARRÊTÉ DE CRÉATION DE LA VILLE PUBLIÉ ALORS QU'UNE INCURSION DES ADF EST SIGNALÉE

Alors que nous venions de recevoir une copie de l'arrêté ministériel portant création de la ville d'Oicha et désignant ses premières autorités, une incursion attribuée aux combattants ADF a été signalée dans cette même ville, ce vendredi soir, aux environs de 21h30, selon plusieurs sources locales.

Le document consulté indique notamment la nomination de Kambale Siluhwere comme maire de la ville d'Oicha et de Kahindo Kalumba Emmanuel comme maire adjoint. L'arrêté est daté du 22 mai 2026 et porte la signature du ministre de l'Intérieur.

Cette coïncidence met en évidence les nombreux défis auxquels devra faire face la nouvelle entité urbaine. Si la création d'une ville vise à rapprocher davantage l'administration des citoyens et à améliorer la gouvernance locale, la question sécuritaire demeure la priorité absolue dans cette partie du territoire de Beni, régulièrement confrontée aux attaques des ADF.

Au moment de cette publication, les circonstances exactes de

ARRÊTÉ :

Article 1 :

Sont nommés aux fonctions de Maire de Ville et Maire de Ville Adjoint d'OÏCHA, les personnes dont les noms, post-noms et prénoms suivent :

A) Maire de la Ville : Monsieur KAMBALE SILUHWERE

Matricule : 133.57.74

B) Maire de la Ville Adjoint : Monsieur KAHINDO KALUMBA Emmanuel

Matricule : 1.524.917

l'incursion signalée à Oicha, son bilan éventuel ainsi que l'ampleur des affrontements n'étaient pas encore officiellement établis. TIC-TAC HEBDO poursuit les vérifications auprès des sources locales et des autorités compétentes afin de fournir des informations actualisées dès qu'elles seront disponibles. Cette situation rappelle que le renforcement des institutions administratives devra impérativement s'accompagner d'une amélioration durable de la sécurité pour permettre à la nouvelle ville d'Oicha de fonctionner dans des conditions normales et de répondre aux attentes de sa population.

Rédaction | TIC-TAC HEBDO

CHRISTIAN TSHIWEWE ET LES CHOIX SÉCURITAIRES SOUS FÉLIX TSHISEKEDI



L'évolution récente de la situation sécuritaire en République démocratique du Congo continue d'alimenter de nombreux débats sur les choix opérés au sein de l'appareil militaire depuis l'arrivée au pouvoir du président Félix Antoine Tshisekedi.

Parmi les figures les plus emblématiques de cette période figure le général Christian Tshiwewe Songesha, ancien Chef d'État-Major Général des FARDC. Son ascension rapide au sein de la hiérarchie militaire a longtemps été présentée comme le symbole du renouvellement du commandement militaire voulu par le Chef de l'État.

En quelques années seulement, Christian Tshiwewe est passé du rang de général à une position centrale dans le dispositif sécuritaire national. Cette progression exceptionnelle intervenait dans un contexte marqué par la multiplication des défis sécuritaires à l'Est du pays et par la volonté affichée des autorités de renforcer les capacités opérationnelles des FARDC.

Pour ses partisans, cette promotion traduisait la confiance accordée à un officier considéré comme discipliné et capable de conduire les réformes nécessaires au sein de l'armée congolaise. D'autres estimaient qu'il incarnait la nouvelle génération de commandants appelée à moderniser les forces armées. Cependant, les résultats obtenus sur le terrain continuent de diviser les opinions. Malgré les changements opérés au sein du commandement militaire, plusieurs groupes armés ont poursuivi

leurs activités dans différentes provinces du pays. À l'Est, les affrontements se sont multipliés au fil des années tandis que de nombreuses localités sont restées confrontées à l'insécurité. Pour certains analystes, la situation actuelle de la RDC reflète également les limites d'une stratégie sécuritaire fondée sur des choix parfois davantage influencés par des considérations politiques que par les réalités opérationnelles du terrain. Le nom de Christian Tshiwewe revient régulièrement dans les discussions en raison de son rôle dans plusieurs dossiers sensibles ayant marqué les dernières années. Son ascension avait notamment été associée à la volonté des autorités de restructurer le haut commandement militaire et de gérer certaines affaires impliquant de hauts gradés de l'armée. Aujourd'hui, alors que la RDC continue de faire face à d'importants défis sécuritaires, plusieurs observateurs estiment que le débat dépasse désormais la seule personne de Christian Tshiwewe. Il porte plus largement sur les orientations stratégiques adoptées depuis plusieurs années, la gestion des ressources militaires, la qualité du renseignement et l'efficacité globale des mécanismes de défense nationale.

Les revers enregistrés sur différents fronts ont amené une partie de l'opinion publique à s'interroger sur les critères ayant guidé certaines nominations et sur les résultats réellement obtenus par les différentes réformes engagées au sein des FARDC. Pour beaucoup de Congolais, la question essentielle demeure celle des résultats. Au-delà des grades, des nominations et des réorganisations successives, les populations attendent avant tout une amélioration durable de la sécurité sur l'ensemble du territoire national.

Le parcours de Christian Tshiwewe apparaît ainsi comme l'un des symboles des choix sécuritaires effectués sous la présidence de Félix Tshisekedi. Son bilan, comme celui de l'ensemble de la stratégie mise en œuvre durant cette période, continuera sans doute d'alimenter les débats aussi longtemps que les défis sécuritaires du pays resteront d'actualité.

Par Paulin Kibando Sengi

BENI CONTINUE DE SAIGNER !

Pendant que les habitants du territoire de Beni vivent dans la peur permanente, les massacres se poursuivent sans relâche. Après l'attaque du camp des Pygmées où 14 personnes ont été sauvagement égorgées, c'est désormais à Mbau que le sang a coulé, avec plus de 24 civils tués dans des conditions tout aussi atroces.

Des familles entières sont endeuillées, des enfants deviennent orphelins et des communautés vivent chaque jour sous la menace des terroristes ADF.

Pendant ce temps, à Kinshasa,

le débat politique semble davantage tourné vers la question du changement de la Constitution. Pourtant, pour les populations de Beni, l'urgence reste la sécurité, la protection des civils et le retour de la paix.

La vie des Congolais mérite d'être placée au centre de toutes les priorités. Chaque victime compte. Chaque vie perdue est une tragédie nationale.

Pensées pieuses aux victimes et sincères condoléances aux familles endeuillées.

#Beni #ADF #RDC #Paix
#Sécurité #StopAuxMassacres
#NordKivu



MASISI : DE KINIGI À GOMA, BAHATI MUSANGA DÉFEND UNE GOUVERNANCE AXÉE SUR LA PROXIMITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT



La récente visite du gouverneur du Nord-Kivu, Bahati Musanga Erasto, dans la localité de Kinigi, en territoire de Masisi, a relancé les débats sur son mode de gouvernance et sur les priorités des autorités provinciales dans les zones sous administration de l'AFC/M23.

Accompagné de plusieurs membres de son équipe, le gouverneur s'est rendu à Kinigi afin de constater les conséquences des récents affrontements qui ont opposé les Forces Armées de la Révolution Congolaise (ARC) à des groupes armés présents dans la région. Sur place, la délégation a visité plusieurs infrastructures affectées par les combats, notamment un établissement hospitalier présentant d'importants dégâts matériels attribués aux affrontements.

Cette descente de terrain a permis aux autorités d'échanger directement avec les habitants et de recueillir leurs préoccupations concernant la sécurité, les services sociaux de

base et la reconstruction des infrastructures endommagées. Pour les partisans de Bahati Musanga, cette approche traduit une volonté de rapprocher l'administration des populations et de maintenir un contact permanent avec les réalités vécues dans les territoires. Ils mettent également en avant plusieurs initiatives observées ces derniers mois dans les domaines de l'assainissement, du commerce, de l'agriculture et de l'encadrement des activités économiques.

Les défenseurs de cette gouvernance soulignent notamment les efforts entrepris pour organiser le commerce urbain à Goma, réguler certains prix des produits de première nécessité, soutenir les projets agricoles communautaires et améliorer le fonctionnement des services publics malgré un contexte sécuritaire particulièrement difficile.

D'autres voix estiment toutefois que les défis restent nombreux. La sécurité demeure une préoccupation majeure dans plusieurs territoires, tandis que les populations continuent d'attendre des améliorations dans les domaines des infrastructures, de l'emploi et des services sociaux.

Pour plusieurs observateurs, la gouvernance de Bahati Musanga est aujourd'hui jugée à travers sa capacité à maintenir l'administration fonctionnelle tout en répondant aux attentes d'une population confrontée à des années de conflit et d'instabilité. La visite de Kinigi apparaît ainsi comme une illustration de cette volonté de proximité avec les communautés locales. Reste à savoir si les différentes initiatives engagées permettront de répondre durablement aux attentes des populations et de consolider les efforts de stabilisation engagés dans la province.

Par Paulin Kibando Sengi

Analyse – TIC-TAC HEBDO

GOMA : LES AUTORITÉS MULTIPLIENT LES MESURES POUR PROTÉGER LE POUVOIR D'ACHAT ET ORGANISER LE COMMERCE

Les autorités de la ville de Goma poursuivent leurs efforts visant à améliorer l'organisation du commerce urbain et à préserver le pouvoir d'achat de la population. Deux importantes mesures ont été annoncées cette semaine : la fixation du prix de la pomme de terre et la relocalisation temporaire des petits commerçants transfrontaliers au stade Volcan.



Réuni avec les grossistes et gestionnaires des principaux dépôts de pommes de terre de la ville, le maire de Goma, Désiré Ngabo Kisuba, a annoncé qu'à partir du 8 juin prochain, le kilogramme de pommes de terre sera vendu à 1 000 francs congolais. Une période transitoire a été accordée aux opérateurs économiques afin de leur permettre d'écouler les stocks déjà disponibles avant l'application effective de cette mesure. Selon les autorités municipales, cette décision vise à stabiliser les

prix d'un produit largement consommé par les ménages gomatraciens et à limiter les spéculations susceptibles d'affecter le budget des familles. Parallèlement, la mairie a également annoncé la relocalisation temporaire des petits commerçants transfrontaliers exerçant le long des principales artères de la ville. À partir du 15 juin, ces vendeurs seront installés au stade Volcan dans le cadre d'une opération destinée à mettre fin aux marchés pirates qui occupent plusieurs trottoirs et espaces publics. Lors d'une réunion organisée à l'hôtel de ville, les autorités ont expliqué que cette mesure répond à la fois à des préoccupations de sécurité, d'assainissement et d'organisation urbaine. Une semaine de sensibilisation a été accordée aux commerçants afin de faciliter leur installation sur le nouveau site. Selon plusieurs représentants des commerçants présents à la rencontre, cette décision a été favorablement accueillie. Ils estiment que le stade Volcan offrira un cadre plus sécurisé et mieux organisé pour l'exercice de leurs activités. Pour les autorités urbaines, ces différentes mesures s'inscrivent dans une politique plus large visant à améliorer les conditions de vie de la population, à soutenir les activités économiques et à renforcer l'ordre dans la ville de Goma. Alors que les défis économiques demeurent importants pour de nombreux ménages, la fixation du prix de certains produits de base et l'organisation des espaces commerciaux apparaissent comme des outils permettant de mieux encadrer l'activité économique et de protéger les consommateurs. *Par la rédaction Économie*

NYIRAGONGO : LE PROJET SHAMBA LA AMANI POURSUIT SES ACTIONS EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE

Dans le groupement de Mudja, en territoire de Nyiragongo, les activités du projet Shamba la Amani continuent de produire des résultats encourageants au profit des communautés locales. Une récente mission de supervision a permis d'évaluer l'état d'avancement des activités menées sur le terrain et d'échanger directement avec les bénéficiaires.

Au cours de cette visite, les responsables du projet ont pu constater les progrès réalisés dans plusieurs sites agricoles où les populations se mobilisent autour de la production vivrière. Les échanges avec les agriculteurs ont également permis de recueillir leurs préoccupations ainsi que leurs attentes pour les prochaines étapes du programme. Mis en œuvre avec l'appui de EFIM ASBL et de ses partenaires, le projet Shamba la Amani vise à renforcer la sécurité alimentaire des ménages tout en favorisant la cohésion sociale entre les communautés. Dans une région marquée par les conséquences des conflits et les

déplacements de populations, l'agriculture apparaît comme un outil important de résilience et de reconstruction. Les bénéficiaires rencontrés ont salué l'accompagnement dont ils bénéficient à travers les formations, l'encadrement technique et les activités communautaires développées dans le cadre du projet. Plusieurs d'entre eux affirment déjà observer une amélioration progressive de leur production agricole et de leurs conditions de vie. Au-delà de l'aspect économique, les responsables du programme soulignent que Shamba la Amani contribue également au rapprochement des communautés en créant des espaces de collaboration autour d'un objectif commun : produire, nourrir les familles et renforcer la paix sociale. La mission de supervision a permis de confirmer l'engagement des agriculteurs ainsi que la détermination des équipes chargées de la mise en œuvre du projet.



Les responsables ont réaffirmé leur volonté de poursuivre les activités afin d'étendre les bénéfices du programme à un plus grand nombre de ménages dans le territoire de Nyiragongo. Dans un contexte où l'agriculture demeure la principale source de revenus pour de nombreuses familles rurales, de telles initiatives sont perçues comme une contribution importante au développement local et à la stabilité des communautés. Les partenaires du projet ont enfin exprimé leur satisfaction face aux résultats observés sur le terrain et ont encouragé les bénéficiaires à maintenir leurs efforts afin de consolider les acquis déjà enregistrés. *Par la rédaction Développement*

ITURI : JOHNNY LUBOYA QUITTE SES FONCTIONS, QUEL BILAN POUR L'ÉTAT DE SIÈGE?



Après plusieurs années passées à la tête de la province de l'Ituri dans le cadre de l'état de siège, le lieutenant-général Johnny Luboya N'kashama quitte ses fonctions, laissant derrière lui un bilan qui continue de susciter débats et interrogations au sein de l'opinion publique.

Nommé dans un contexte marqué par la multiplication des violences armées et l'aggravation de l'insécurité, Johnny Luboya avait pour principale mission de restaurer l'autorité de l'État, neutraliser les groupes armés et ramener durablement la paix dans une province parmi les plus touchées par les conflits dans l'Est de la République démocratique du Congo.

Au cours de son mandat, plusieurs réalisations ont été enregistrées dans le domaine des infrastructures. Des routes ont été réhabilitées ou ouvertes dans certaines zones de la province, des projets de développement ont été accompagnés et plusieurs investissements publics ont vu le jour. Des efforts ont également été entrepris pour améliorer certains

services administratifs et renforcer la présence de l'État dans plusieurs territoires.

Cependant, malgré ces réalisations, la question sécuritaire demeure au centre des préoccupations des habitants de l'Ituri. Pour de nombreux citoyens, le principal objectif de l'état de siège était avant tout le retour de la paix et la neutralisation des groupes armés qui continuent de semer la terreur dans plusieurs localités. Les attaques contre les populations civiles, les déplacements de milliers de personnes et la persistance des violences communautaires ont continué à être enregistrés au fil des années, alimentant les critiques de ceux qui estiment que les résultats obtenus restent en deçà des attentes initiales.

Le départ de Johnny Luboya intervient également quelques semaines après une polémique née lors d'un briefing consacré à la maladie à virus Ebola, au cours duquel un journaliste avait dénoncé avoir été menacé pour avoir posé certaines questions. Cet incident avait suscité des réactions au sein du monde médiatique et relancé le débat

sur les rapports entre les autorités et la presse dans les provinces sous état de siège.

Pour plusieurs observateurs, le bilan de Johnny Luboya présente ainsi deux réalités distinctes. D'un côté, des avancées visibles dans certains secteurs du développement et des infrastructures ; de l'autre, une insécurité persistante qui continue d'affecter une grande partie de la population.

Alors que l'Ituri s'apprête à tourner une nouvelle page de son histoire administrative, les attentes demeurent nombreuses. Les populations espèrent avant tout voir émerger des solutions capables de rétablir durablement la sécurité, de favoriser le retour des déplacés et de créer les conditions d'un développement stable et inclusif.

Au-delà des infrastructures construites et des projets réalisés, c'est finalement sur la capacité à restaurer la paix que l'histoire jugera l'efficacité de l'état de siège dans la province de l'Ituri.

Par la rédaction Politique